



Quelle place pour une coopération stratégique élargie entre l'Europe et l'espace Indopacifique ?



@Sipa Press

Kareem Salem

Werra

Octobre 2022



Diplômé de l'université de New South Wales avec un master en relations internationales, spécialité sécurité et défense, **Kareem Salem** s'intéresse aux questions stratégiques et militaires internationales contemporaines. Il suit tout particulièrement les questions géopolitiques liées à la République populaire de Chine et à la Fédération de Russie, et souhaite mettre ses compétences au service d'entreprises et d'organisations internationales.

Les propos exprimés par l'auteur n'engagent que sa responsabilité

© Tous droits réservés, Paris, Werra, octobre 2022



INTRODUCTION

Les incursions unilatérales des puissances autoritaires et révisionnistes sur la scène internationale dérèglent le droit international et l'ordre mondial. La guerre en Ukraine et la militarisation des mers de Chine orientale et méridionale compromettent la paix et la stabilité des espaces européens et Indopacifique. Cette configuration géostratégique soulève des questions sur la capacité des États-Unis, qui restent la puissance militaire et technologique prédominante de la scène internationale, à rivaliser à la fois avec la République populaire de Chine (RPC) et la Fédération de Russie (ci-après dénommée « Russie »), au regard surtout du retrait précipité et désordonné des troupes américaines d'Afghanistan en 2021. Lorsque Joe Biden avait pris ses fonctions en janvier 2021, la région Indopacifique, qui reflète plus largement la zone allant de la côte est de l'Afrique au Pacifique oriental, était censée être la priorité absolue de la politique étrangère américaine. Le déclenchement de l'offensive russe en Ukraine, le 24 février contraint la Maison Blanche à amorcer un virage stratégique : une aide militaire sans précédent a été fournie à l'armée ukrainienne avec la livraison d'armes lourdes et offensives, notamment des systèmes d'artillerie, des lance-roquettes et des systèmes de missiles antichars Javelin.

Les événements observés sur la scène de guerre ukrainienne ont également provoqué de fortes réponses de la part des alliés traditionnels des États-Unis dans l'Indopacifique. À l'autre bout du monde, deux des plus fidèles alliés de Washington, l'Australie et le Japon, contribuent au soutien appuyé du bloc occidental à l'Ukraine en appliquant des sanctions économiques contre des entreprises et des individus politiques russes ainsi qu'en fournissant une aide militaire et humanitaire au gouvernement de Kiev. Pour ces États, le soutien actif à l'Ukraine découle de leur inquiétude à l'égard de la RPC, craignant que les cercles de défense du Parti communiste chinois (PCC) ne soient bientôt tentés de recourir à la force pour s'emparer de l'île de Taïwan, séparée du continent chinois depuis que les vaincus de la guerre civile chinoise, le Guomindang, s'y sont exilés en 1949¹.

Le spectre de l'émergence d'hégémonies autoritaires couvrant l'espace européen et Indopacifique exige une plus grande coopération stratégique de la part des alliés des États-Unis. Cette dynamique est essentielle, car le PCC a récemment consolidé sa position géostratégique dans le Pacifique Sud en signant un accord de sécurité avec les îles Salomon, et le Kremlin à

¹ Richard SILK., « Is Taiwan part of the « Chinese dream? », *The Wall Street Journal*, 18 juin 2013.



commander en grand nombre et à vil prix des centaines de drones-kamikazes auprès de la République islamique d'Iran, qui pourraient donner un avantage stratégique à Moscou sur le front ukrainien. Il n'est pas absurde d'affirmer que Washington ne dispose tout simplement plus de la primauté militaire incontestée nécessaire pour mener unilatéralement une stratégie mondiale expansive contre deux grandes puissances rivales. Les États-Unis ne dépensent plus en suffisance pour changer cette équation : alors que la stratégie de défense nationale de 2018 recommandait une croissance annuelle de 3 à 5 % des dépenses de défense pour suivre le rythme de la RPC et de la Russie, pas un seul budget de défense n'a depuis atteint cet objectif². Sur ce fond, il convient d'examiner dans quelle mesure une coopération stratégique renforcée entre les nations européennes et indopacifiques pourrait être entreprise pour surmonter les grands enjeux du système international.

La Chine : une source de division

Dès sa fondation en 1949, la raison d'être de l'OTAN est la protection de la souveraineté de ses États membres. Au cours des dernières décennies, l'ascension fulgurante de la RPC, sur les plans économique, militaire et technologique, conteste la primauté de la présence américaine prédominante dans l'Indopacifique. Des mers de Chine méridionale et orientale au golfe du Bengale et aux îles du Pacifique Sud, Pékin entend modifier radicalement l'ordre régional par ses initiatives géoéconomiques, notamment les « Routes de la Soie », et par la construction et la militarisation d'îles naturelles et artificielles afin d'empêcher toute projection de puissance de l'armée américaine.

Si ces dernières décennies, l'Alliance s'est positionnée sur la menace terroriste du Moyen-Orient, les États-Unis cherchent désormais à renforcer leurs préoccupations géostratégiques de l'Indopacifique aux sommets de l'OTAN. Cela est devenu perceptible notamment au moment du sommet de Bruxelles en juin 2021, lorsque l'administration Biden avait réussi à inclure ses réserves sur la RPC dans le communiqué final, avançant que « les

² Ashley TOWNSHEND et Tom CORBEN., « Will Biden's Indo-Pacific strategy survive the war in Ukraine? » *Australian Strategic Policy Institute*, 16 mars 2022.



ambitions nucléaires et le comportement militaire affirmé de la superpuissance montante présentent des défis systémiques pour l'ordre international fondé sur des règles »³.

Pour de nombreux États européens, la crise du coronavirus fut un facteur déterminant dans la réévaluation des relations bilatérales avec la RPC. La communication diplomatique de l'aide sanitaire chinoise tout comme la diplomatie agressive des diplomates chinois dans les États membres de l'Union européenne visant à discréditer les États en pointant et en exagérant leurs difficultés à combattre l'épidémie et à résoudre la crise sanitaire avaient contribué à ses crispations⁴. Pour les anciens pays du bloc de l'Est, c'était surtout l'occasion de projeter davantage l'alignement de leur politique étrangère sur celle des États-Unis. La Lituanie en est un exemple concret : retrait du forum 17 + 1 en 2020 et renforcement des relations avec l'île démocratique de Taïwan, avec l'ouverture d'un bureau de représentation à Vilnius. Ce positionnement stratégique est également pertinent pour le Royaume-Uni, qui avait désigné la RPC comme « la plus grande menace étatique pour la sécurité économique du Royaume-Uni » dans la dernière Revue intégrée de politique étrangère publiée par le gouvernement de Boris Johnson en mars 2021⁵. La spirale descendante des relations sino-britanniques fut ensuite accentuée par la signature d'une alliance de défense baptisée « AUKUS » avec les États-Unis et l'Australie, visant à renforcer la coopération diplomatique, sécuritaire et technologique entre les trois États anglophones face à la montée en puissance de l'Empire du Milieu.

Mais l'AUKUS, qui a pris la France à contre-pied, préfère, comme l'Allemagne, privilégier une politique consciente de la nécessité de trouver un équilibre entre concurrence et collaboration avec Pékin. Dans une zone constituant l'aorte du commerce mondial, les échanges de la France avec l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN) représentaient 85,6 % en 2019, tandis que la zone représentait plus de 40 % des échanges de l'Allemagne en cette même année⁶. L'antagonisme géopolitique croissant entre Washington et Pékin constitue ainsi une menace pour la vitalité économique et la prospérité des deux États européens dans la dynamique post-crise sanitaire. Le formidable essor économique des nouveaux tigres asiatiques : l'Indonésie, la Malaisie, les Philippines et le Vietnam émergent beaucoup plus solides de la

³ Organisation du traité de l'Atlantique Nord., *Communiqué du Sommet de Bruxelles*, 14 juin 2021.

⁴ Sylvain KAHN et Estelle PRIN., *Sur l'Europe, avec la Covid 19, la Chine tombe le masque*, HAL open science.

⁵ HM Government., *Global Britain in a Competitive Age: the Integrated Review of Security, Defence, Development and Foreign Policy*, 16 mars 2021.

⁶ Asia-Pacific Committee of German Business., *EU Economic Cooperation with Asia-Pacific: Perspectives of German Business*, mai 2021.



crise du Covid-19. Selon la Banque asiatique de développement (BAD), leurs économies devraient encore croître de 5,2 % cette année et de 5,3 % en 2023⁷.

La France et l'Allemagne observent toutefois avec inquiétude la politique affirmée du gouvernement chinois sur la scène intérieure et internationale. En février 2021, l'ancien ministre des Affaires étrangères, Jean-Yves Le Drian, avait dénoncé « des pratiques injustifiables contre les Ouïghoures, et [un] système à grande échelle de surveillance et de répression institutionnalisées »⁸. Neuf mois plus tard, l'Institut de recherche de l'école militaire (IRSEM), affilié au ministère de la Défense, avance dans un rapport détaillant les opérations d'influence chinoises à l'étranger, que Pékin est entré dans un « moment machiavélique » et semble préférer être craint plutôt qu'aimer⁹. Soucieux de réduire les risques amplifiés par la crise d'approvisionnement en masques lors de la crise pandémique, le gouvernement français s'emploie désormais à renforcer la prudence industrielle quant aux transferts de technologie et aux investissements directs chinois¹⁰. En outre-Rhin, la formation d'une nouvelle coalition exécutive en place depuis décembre 2021, incluant les Verts qui prônent depuis longtemps une politique plus dure à l'égard de la RPC, a conduit le nouveau gouvernement allemand à adopter une nouvelle loi fédérale obligeant les entreprises allemandes à assurer le respect des normes sociales et environnementales dans leurs chaînes d'approvisionnement, qui entrera en vigueur en 2023¹¹.

Malgré le virage politique de certains États européens, Pékin maintient toujours un ancrage important dans les Balkans occidentaux. Du point de vue géostratégique, l'intérêt du PCC pour les Balkans occidentaux repose sur la volonté d'empêcher le renforcement du front occidental pro-américain dans la bataille politique, économique et technologique qui l'oppose aux États-Unis. Sous la présidence de Xi Jinping, les Routes de la soie et les mécanismes qui y sont associés (tels que la plateforme 16 + 1), ont largement accru l'interaction sino-balkanique à tous les niveaux politiques ; dans une zone géographique en besoin de développement économique. Le manque d'investissements européens, ainsi que la lenteur des négociations

⁷ The Asian Development Bank., « Developing Asia Economies Set to Grow 5.2% this Year Amid Global Uncertainty », *ADB*, 6 avril 2022.

⁸ Jean-Yves LE DRIAN., *46ème session du Conseil des droits de l'Homme Segment de haut niveau : Intervention de M. Jean-Yves Le Drian, Ministre de l'Europe et des Affaires Etrangères*. Genève, Suisse, 16 février 2021.

⁹ Paul CHARON et Jean-Baptiste Jeangène VILMER., *Les Opérations d'influence Chinoises : Un moment machiavélique*. IRSEM, octobre 2021.

¹⁰ SMART TECH., *L'interview : Mathieu Duchâtel (Institut Montaigne)*, 13 avril 2022.

https://www.youtube.com/watch?v=ZP_jAQJhb10

¹¹ Bernard CHAPPEDELAINE., « L'Allemagne et la Zeitenwende », *Institut Montaigne*, 31 mai 2022.



d'adhésion à l'UE, sont des facteurs importants permettant à la RPC de renforcer ses positions. C'est notamment le cas en Serbie, où une coopération est en cours pour moderniser les réseaux de téléphonie fixe et mobile, pour développer la 5G et pour construire des villes intelligentes¹².

Mais si la RPC a acquis l'image d'un partenaire prêt à investir là où personne d'autre ne veut ou n'ose le faire, elle pousse néanmoins certains de ces États dans le « piège de la dette » que connaissent d'autres États d'Asie du Sud et d'Océanie. Le recours à des prêts bonifiés assortit de taux d'intérêt élevés risque de provoquer une augmentation toxique de la dette publique et une dépendance accrue à l'égard du pays donateur. Compte tenu du sous-développement des institutions et des niveaux élevés de corruption, un endettement important pourrait générer de nouvelles vulnérabilités stratégiques dans les Balkans occidentaux.

Le Monténégro, État membre de l'OTAN depuis juin 2017, court actuellement un tel risque, avec un ratio dette/PIB de près de 100 %, dont plus de la moitié est due à la RPC. Les liens économiques avec l'Empire du Milieu se sont intensifiés depuis 2014, principalement grâce au projet de construction de l'autoroute Bar-Boljare, qui est le plus grand projet d'investissement actuel de la RPC dans le pays et qui est baptisé par les Monténégrins de « projet du siècle »¹³. Mais si ce projet a le potentiel d'améliorer la connectivité au Monténégro, cet énorme investissement a un impact considérable sur le système des finances publiques et pourrait potentiellement entraîner des risques politiques et sociaux à long terme. Pendant ce temps, la RPC montre un intérêt croissant pour l'infrastructure portuaire de l'État balkanique, en insérant dans l'accord de prêt autoroutier des clauses qui pourraient lui permettre de saisir le port de Bar en cas de défaut de paiement de la dette¹⁴.

Nouveau concept stratégique

Longtemps exhorté par les États-Unis à placer la RPC au cœur de sa boussole stratégique pour la prochaine décennie, le dernier sommet de l'OTAN à Madrid est allé dans ce sens. La venue des dirigeants de l'Australie, du Japon, de la Corée du Sud et de la Nouvelle-Zélande, invités pour la deuxième fois à un sommet de l'OTAN, combinée au soutien idéologique et énergique du Zhongnanhai au Kremlin, étaient autant de signes annonciateurs de l'inclusion de

¹² Florent MARCIACQ., « La Chine dans les Balkans occidentaux : influence et enjeux stratégiques », *Fondation Jean Jaurès*, 22 avril 2021.

¹³ Sébastien GOULARD., « Face aux nouvelles routes de la soie », *Le Grand Continent*, 26 avril 2019.

¹⁴ Hans VON DER BRELIE., « Le Monténégro piégé dans le scandale de l'autoroute chinoise », *Euronews*, 8 mai 2021.



la RPC dans la politique de sécurité et de défense de l'Alliance. L'Empire du Milieu est en effet cité sept fois pour ses intentions de saper l'ordre international fondé sur les règles. En outre, les actions offensives de la Russie en Ukraine, son soutien au président el-Assad en Syrie et l'envoi de milices en Afrique ces dernières années ont propulsé l'OTAN à reclasser la Russie comme une « menace » pour les 30 pays membres de l'Alliance.

Cette nouvelle dynamique engendrera-t-elle une plus grande interopérabilité militaire avec les États partenaires de la zone Indopacifique ? De tous les pays partenaires, c'est l'Australie qui possède les antécédents les plus étendus en matière de coopération stratégique avec l'OTAN. Elle est l'un des principaux donateurs non membres de l'Alliance pour la Force internationale d'assistance à la sécurité (FIAS). En outre, le Japon possède un programme ambitieux de coopération avec l'Alliance. La coopération pratique, initialement axée sur l'Afghanistan, englobe désormais un large éventail de compétences telles que la cyberdéfense, la sécurité maritime, l'aide humanitaire et les secours en cas de catastrophe, la non-prolifération, ainsi que la science et la technologie. Mais si l'OTAN entretient un partenariat stratégique étroit avec Canberra et Tokyo, la coopération stratégique avec Séoul et Wellington reste beaucoup plus limitée. Aucune déclaration commune n'a été adoptée jusqu'à présent avec l'Alliance. L'absence de ce mécanisme limite les possibilités de coopération pratique en matière de défense et de sécurité avec l'OTAN.

Au sein de l'Alliance, tous les pays ne soutiennent pas l'idée d'étendre les missions transatlantiques en dehors de son champ d'action. Seuls six États membres : les États-Unis, Canada, la France, le Royaume-Uni, l'Allemagne et les Pays-Bas, disposent d'un livre blanc sur la défense et la politique étrangère Indopacifiques. L'extension des missions de l'OTAN loin du continent européen nécessiterait des moyens opérationnels colossaux dont la plupart des États membres ne disposent pas. Il convient de souligner que la barre est placée très haut pour faire face à la Russie et exigera des ressources financières importantes : l'Alliance veut notamment porter la Force de réaction (NRF) à plus de 300 000 soldats, alors que la NRF ne compte jusqu'à présent que 40 000 soldats dans les pays européens limitrophes de la Russie¹⁵. En outre, une expansion des missions de l'Alliance obligerait tous les États membres à consacrer au moins 3% de leur PIB à la défense¹⁶. Des États membres comme le Canada, l'Allemagne, l'Espagne,

¹⁵ Laurent LAGNEAU., « Le format de la force de réaction de l'Otan va passer à plus de 300'000 militaires », *Zone Militaire opex360.com*, 27 juin 2022.

¹⁶ Elizabeth PIPER., « Britain must spend more on defence, minister says », *Reuters*, 28 juin 2022.



le Danemark et la Belgique comptent seulement atteindre le seuil des 2 % d'ici 2024. La voie est d'autant plus difficile que la Turquie (deuxième armée en effectifs de l'OTAN) entretient de solides relations bilatérales économiques et militaires avec la RPC.

Bien qu'une expansion des opérations de l'Alliance dans l'Indopacifique soit peu probable, il reste nécessaire que les puissances nucléaires européennes renforcent leur coopération stratégique dans cette vaste étendue maritime. Il est fondamental de reconnaître que les changements dans l'équilibre des forces en Europe ou dans l'Indopacifique peuvent avoir un effet omniprésent, bien qu'indirect, sur l'autre région. Les architectures d'alliance et de dissuasion de chaque région dépendent en fin de compte de la domination américaine : si l'équilibre des forces est bouleversé dans les mers Indopacifiques, cela mettrait en péril la sécurité économique de l'espace européen. La question clé est de savoir dans quelle mesure des États comme la France et le Royaume-Uni seraient enclins à renforcer leur coopération commune, compte tenu des relations bilatérales tendues depuis la sortie officielle de Londres de l'UE.

En tant que membres permanents du Conseil de sécurité des Nations unies, la France et le Royaume-Uni ont une raison manifeste de travailler ensemble pour garantir la sécurité mondiale. Les deux plus grandes puissances militaires d'Europe pourraient apporter une contribution significative aux efforts de sécurité de l'Indopacifique, notamment en développant des initiatives de coopération bilatérale et multilatérale avec des partenaires régionaux partageant les mêmes valeurs. Contrairement à ses voisins d'Europe continentale, la France est une puissance résidente dans le Pacifique Sud : elle dispose de la Polynésie française, de Wallis-et-Futuna et de la Nouvelle-Calédonie, où se trouve la plus importante station militaire française, avec quelque 1 450 soldats, un régiment d'infanterie, une base navale et une base aérienne¹⁷. Leur mission est triple : protéger la souveraineté française, intervenir pour la protection de la population en cas de crise et affirmer la présence française dans la région¹⁸.

La déstabilisation constante de la RPC et la coercition qu'elle exerce sur les règles et normes maritimes peuvent à terme nuire aux possessions françaises dans une zone maritime dotée de vastes zones économiques exclusives (ZEE) et d'abondantes ressources naturelles. Pékin s'intéresse particulièrement à la Nouvelle-Calédonie dans le cadre de la transition

¹⁷ Samy AZZAM., « Nouvelle-Calédonie : les conséquences de l'indépendance », *Les Echos*, 18 mai 2018.

¹⁸ Sophie PERROT., « Can France's Military Live Up to Its Ambitions in the Indo-Pacific? », *The Diplomat*, 22 juin 2022.



énergétique : 55% de la production de nickel de l'archipel est importée par l'Empire du Milieu. Si le PCC établit une présence militaire à 1 584 km de Nouméa, il est possible que d'ici 15 ans, des avions de surveillance maritime de l'Armée populaire de libération soient basés à Honiara pour maintenir une surveillance permanente dans la sous-région mélanésienne¹⁹.

Bien que Paris ait à ce jour minimisé la pertinence de l'implication britannique dans l'Indopacifique, la réalité est que Londres est un acteur historique de l'architecture de sécurité de la région. Plus de cinquante ans après que le ministre britannique de la défense de l'époque, Denis Healey, ait annoncé le retrait du Royaume-Uni de l'Est de Suez en 1968, la Grande-Bretagne est à nouveau tirée vers les défis géostratégiques de la zone Indopacifique. Le déploiement du Carrier Strike Group 21 CSG21 en 2021 et de deux OPV de classe River en 2022, ainsi que le déploiement prévu d'un nouveau groupe de réaction littoral amphibie en 2023 et d'une frégate dans le courant de la décennie, sont des indicateurs du sérieux de la stratégie Indopacifique du Royaume-Uni²⁰.

Après la récente démission de Boris Johnson du poste de Premier ministre, la formation du prochain gouvernement britannique pourrait propulser un nouveau départ dans les relations transmanche. Bien que plusieurs désaccords fondamentaux existent, il ne faut pas oublier que Paris et Londres coopèrent étroitement sur plusieurs dossiers comme le nucléaire iranien. Emmanuel Macron avait fait part récemment de son attachement à la relation franco-britannique, soulignant notamment la force de cette entente²¹.

Au cours des dernières semaines, la coopération transmanche a été mise en exergue par la participation des armées de l'air des deux pays à l'exercice Pitch Black 22 mené par l'Australie à Darwin. À l'heure où la liberté de navigation est menacée par la politique belliqueuse de la RPC, le renforcement de la coopération franco-britannique dans l'Indopacifique a du sens.

¹⁹ Peter JENNINGS., « To stop Chinese bases, Australia must lead in the Pacific », *The Australian Strategic Policy Institute*, 26 mars 2022.

²⁰ Ben BARRY, Bastian GIEGERICH, Euan GRAHAM et DR Ben SCHREER., *The UK Indo-Pacific Tilt: Defence and Military Implications*, IISS, 8 juin 2022.

²¹ Marianne LECACHE avec AFP., « Royaume-Uni : Liz Truss refuse de dire si la France est un « ami ou ennemi », Emmanuel Macron lui répond », *Le Journal du Dimanche*, 26 août 2022.



La sécurité climatique : un enjeu universel

La hausse des températures risque d'avoir un impact dévastateur sur l'ensemble de la planète. Ces dernières années, les États européens et Indopacifiques ont succombé à des vagues de chaleur, des sécheresses, des incendies de forêt et des inondations meurtrières. Les défis climatiques nécessitent ainsi une action commune. Le changement climatique met en péril les ressources vitales de millions de personnes, notamment dans les pays du Sud. La crise de l'eau, serait susceptible de renforcer les activités de renseignement militaire à des fins géopolitiques et de déclencher des conflits hydrauliques. Cela risque notamment de se produire dans des zones géographiques fortement touchées par le réchauffement climatique : le bassin du Nil entre l'Égypte et l'Éthiopie, le bassin du Brahmapoutre entre la Chine et l'Inde, le bassin du Mékong entre la Chine et le Vietnam, ou encore le bassin de l'Euphrate entre l'Irak et la Syrie.

Face au dérèglement climatique, une série de réunions diplomatiques de haut niveau ont pourtant permis de renforcer la coopération interrégionale. Les dirigeants du G7 ont convenu de créer un « club climatique » afin de renforcer et d'étendre la coopération dans la lutte contre le réchauffement de la planète, tandis que le dernier sommet des Nations unies sur les océans a vu le renforcement de la coopération entre Lisbonne, Paris et Canberra dans la défense de l'environnement et des océans. Mais bien que les plus importantes économies du monde aient approfondi leur coopération climatique, un récent rapport du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) a fait ressortir que la marge d'erreur pour éviter les pires effets de la crise climatique est sensiblement plus étroite : « Sans une réduction immédiate et profonde des émissions dans tous les secteurs, il sera impossible de limiter le réchauffement de la planète à 1,5 degré Celsius »²².

C'est dans ce contexte que tous les espoirs mondiaux reposent sur la prochaine conférence des Nations unies sur le changement climatique en Égypte, qui aura un impact significatif sur la trajectoire de la coopération climatique mondiale. La dernière conférence internationale sur le climat en Écosse avait notamment mis en exergue l'incapacité des États à saisir la réalité du problème climatique ; à la dernière minute de la clôture de la COP 26, Pékin et New Delhi avaient imposé des amendements au texte final, rendant les engagements relatifs

²² Groupe d'Experts Intergouvernemental sur l'évolution du climat., *Communiqué de presse du GIEC*, 4 avril 2022.



aux combustibles fossiles moins contraignants, au plus grand dépit des petits États insulaires du Pacifique Sud.

Alors que les économies les moins développées du système international se situent en première ligne du changement climatique, la situation exige un redoublement des efforts pour dépolitiser la question climatique. Il est dans l'intérêt des démocraties européennes et Indopacifiques de pousser davantage les plus grands émetteurs de gaz à effet de serre à prendre des mesures plus concrètes pour développer les énergies renouvelables. Les deux plus grands consommateurs de charbon au monde, l'Inde et la RPC, sont parmi les États d'Asie les plus sensibles à la force et à la durée des moussons. Alors que ces pays à revenu intermédiaire sont à l'origine de plus de 30 % des émissions mondiales, Pékin et New Delhi maintiennent leur objectif de neutralité carbone au-delà de 2050. À moins que la RPC et l'Inde ne prennent des mesures rapides pour contrôler leurs émissions de gaz à effet de serre, il n'existe aucune voie plausible pour atteindre l'objectif de l'accord de Paris sur le climat, qui vise à limiter le réchauffement planétaire à 1,5 degré Celsius ²³.

Une évolution majeure pourrait toutefois amener Pékin et New Delhi à faire beaucoup plus. Lors de la première semaine de la COP 26, plus de 100 pays ont convenu de réduire leurs émissions de méthane de 30 % à l'horizon 2030 dans le cadre de la Global Methane Pledge. Une réduction de 30 % des émissions de méthane pourrait, entre autres, réduire le réchauffement prévu de 0,2 degré Celsius²⁴. La RPC et l'Inde se positionnent depuis longtemps comme les piliers du monde émergent et veillent ainsi à préserver leur image dans les pays du Sud. Il pourrait par conséquent être difficile de résister à la pression si les États du Sud prennent des engagements plus importants en matière de contrôle des émissions. C'est dans cet esprit que les démocraties libérales européennes et Indopacifiques devraient conjointement renforcer leurs efforts dans les forums internationaux pour convaincre les économies émergentes du monde de prendre des engagements plus audacieux dans l'intérêt de la planète.

²³ United Nations., « The Paris Agreement », <https://www.un.org/en/climatechange/paris-agreement>

²⁴ European Commission., « *Launch by United States, the European Union, and Partners of the Global Methane Pledge to Keep 1.5C Within Reach* », 2 novembre 2021.

https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/en/statement_21_5766



CONCLUSION

Le renforcement de la concurrence stratégique en Europe et dans l'Indopacifique représente une menace pour l'ordre libéral international. Les revendications chinoises en mer de Chine méridionale ainsi que l'annexion illégale de la Crimée et du contour oriental de l'Ukraine par la Russie bouleversent la primauté du droit international dans les relations internationales. Face aux violations des règles de coexistence pacifique entre États garanties par la Charte des Nations unies, les puissances Indopacifiques ont parfaitement mesuré la gravité du contexte international en apportant une aide sans précédent en équipements militaires aux unités militaires ukrainiennes. Mais si l'intervention militaire unilatérale de la Russie en Ukraine a rapproché le bloc occidental, toutes les puissances de l'OTAN ne partagent pas la même vision stratégique intransigeante à l'égard de la RPC. Si cette tendance ne change pas, elle risque de compromettre l'approfondissement des relations de défense entre les deux blocs régionaux et d'encourager davantage Pékin à accomplir ses objectifs stratégiques à l'horizon 2049.

Le changement climatique s'avère également être une question difficile et complexe pour les démocraties libérales d'Europe et de l'Indopacifique. Avec des puissances comme la RPC et l'Inde visant la neutralité carbone au-delà de 2050, il sera certainement difficile pour les puissances occidentales de susciter l'engagement des économies émergentes dans des mesures de transition énergétique, au vu de la crise alimentaire et énergétique qui secoue le système international actuel. Mais à l'heure où le dernier rapport du GIEC pointe la voie étroite vers la réalisation de l'accord de Paris, l'engagement diplomatique et économique est impératif pour amener les économies émergentes à investir davantage dans la transition énergétique. Les projets d'infrastructure menés par les États-Unis, surtout dans le cadre du G7, devraient être orientés vers la transition des économies émergentes aux sources d'énergies renouvelables. Il est en effet dans l'intérêt de Londres, Paris, Tokyo et Berlin de conjuguer leurs efforts pour atteindre cet objectif.